

En Espagne, les citoyens font plier les banques... parce qu'ils agissent ensemble

25 juin 2015 / Marie Astier (Reporterre)



Un habitant menacé d'expulsion par la banque vient négocier ses dettes... accompagné d'une dizaine de personnes. C'est une des méthodes de la Plateforme des victimes des hypothèques. Ces groupes locaux ont essaimé partout en Espagne, résistant collectivement à la vague d'expulsions : un exemple... inspirant.

- *Madrid, reportage*

Peu à peu, les fauteuils se remplissent. Plus d'une vingtaine de personnes s'entassent dans le petit centre social autogéré « *Nosaltres* », au cœur de Madrid, dans le quartier populaire de Lavapiés.

Il y a des jeunes militants à la barbe longue, des quarantenaires qui sortent du boulot, des retraités bien apprêtés. Tous les lundis soirs, ils se retrouvent pour « *l'assemblée logement* ». Ensemble, ils forment l'un des groupes locaux de la Plateforme des victimes des hypothèques. En espagnol, *Plataforma de los afectados por las hipotecas*, ou PAH.

« *Alvaro ? OÙ en es tu ?* » lance un participant. Avec sa femme, ils ont acheté leur appartement il y a dix ans, en pleine bulle immobilière. Puis la crise et le chômage sont venus. Les petits boulots ne suffisent plus à payer l'hypothèque. Ils tentent de renégocier leur dette auprès de leur banque, ou de transformer l'hypothèque en location à tarif social.



Stop expulsion

A l'autre bout du cercle, le quarantenaire se lève. « *La directrice d'agence me dit qu'elle ne peut rien faire.* » La banquière à laquelle ils ont affaire a jusqu'ici été inflexible. Les réactions fusent. Tout le monde est d'avis qu'elle cherche à gagner du temps, pour obtenir l'expulsion d'Alvaro et sa femme. « *Il faut agir vite.* » « *On maintient la pression.* » « *Quand est-ce qu'on y retourne ?* »

« *Elle m'a dit de ne pas passer le jeudi après-midi parce qu'il y a beaucoup de clients* », avance Alvaro... « *Parfait, donc rendez-vous jeudi 16 heures devant l'agence. Qui peut venir ?* » Plusieurs mains se lèvent. L'une se désigne même pour faire des tracts

résumant le cas d'Alvaro, à distribuer aux clients de la banque.

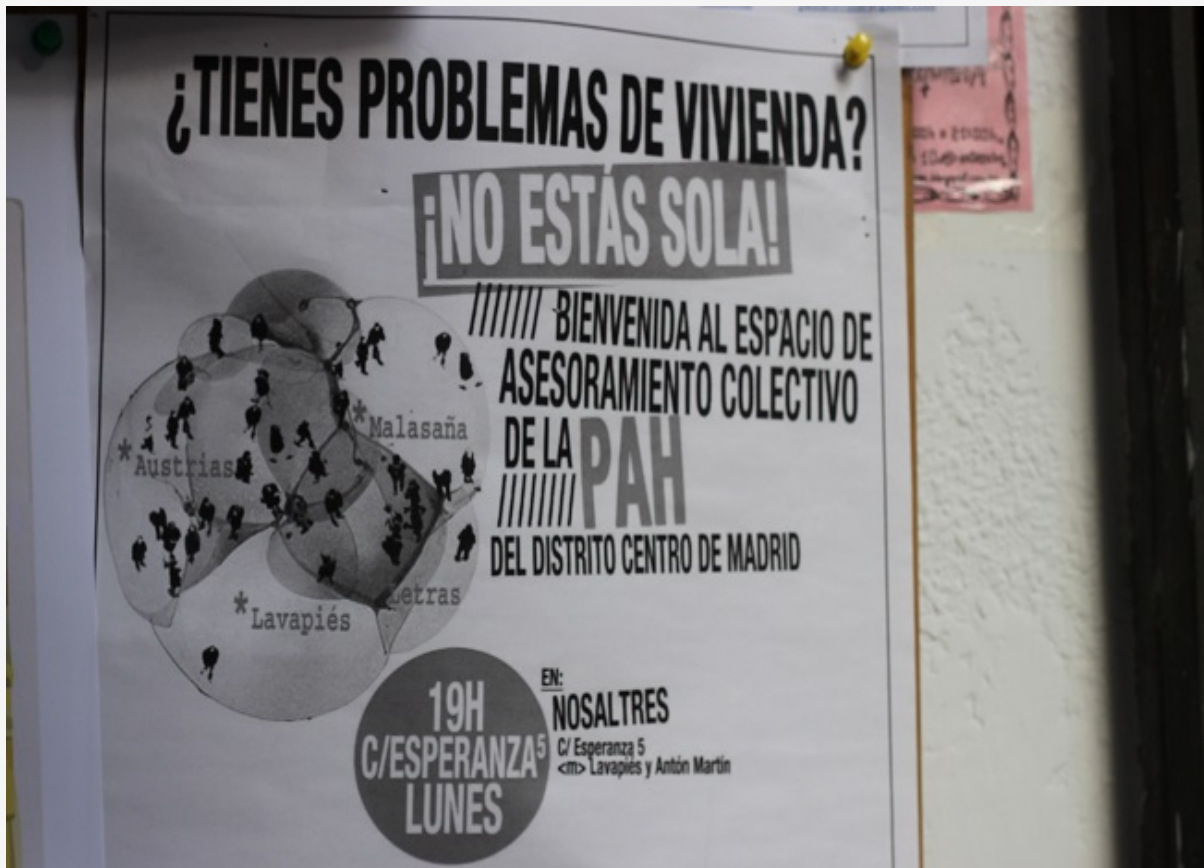
Il n'ira pas négocier seul, mais accompagné d'une dizaine de personnes vêtues des tee-shirts verts de la PAH. Le but est que la directrice d'agence contacte ses supérieurs, les seuls habilités à décider sur ce type de dossier. Pour y arriver, on tape la banque là où ça fait mal : à l'image.

« C'est d'une utilité énorme »

Autres cas, celui de ce retraité qui a cessé de payer son loyer il y a trois ans « à cause de problèmes familiaux ». Un jour, il reçoit l'avis d'expulsion : « *J'étais désespéré, je croyais que j'allais rester à la rue. Quelqu'un m'a dit qu'il y avait cette assemblée, ils m'ont aidé.* » Sa dette a été rééchelonnée, il a pu rester chez lui.

« *C'est d'une utilité énorme. Il y a des gens, si on les met à la rue, c'est la mort. Ils me l'ont évitée, et si je peux aider à éviter cela à d'autres, chaque fois que je pourrai, je participerai aux assemblées et aux actions.* » On n'aurait pas imaginé ce vieil homme digne dans son costard impeccable occuper une banque à force de chansons, sit-in et distribution de tracts.

Après deux heures de débat, l'assemblée est levée dans un joyeux brouhaha. On fume une clope en fermant le centre social, puis les discussions se poursuivent dans un bar voisin. « *Le cas le plus extrême, c'est l'expulsion, raconte Carles, un jeune homme à la barbe blonde luxuriante. C'est l'un des plus anciens de l'assemblée. Dans ce cas, on convoque le maximum de personnes, on s'amasse devant la porte du logement, et on résiste pacifiquement.* »



Affiche : «Tu as un problème de logement ? Tu n'es pas seul !»

« *Si je faisais une caricature, je dirais qu'il y a deux types de gens qui viennent à la PAH : les militants et les personnes affectées, poursuit-il. Mais en fait, on est tous touchés d'une façon ou d'une autre. On a tous des difficultés à se loger.* »

Parmi ceux qui participent à l'assemblée, beaucoup n'avaient pas imaginé devenir un jour militants. Ils arrivent souvent là par le bouche à oreille. « *Tu n'arrives plus à payer, ou tu sens que ce sera bientôt le cas ? Viens à l'assemblée de ton quartier* », répètent les

slogans. La PAH accepte tout le monde, mais chaque nouveau venu est aidé à deux conditions. D'abord, il doit venir aux assemblées chaque fois qu'il peut. Ensuite, il doit rester, même une fois son problème résolu, car il peut aider les autres grâce à son expérience.

Le pouvoir aux citoyens, plutôt que l'assistanat

La Plateforme a été lancée en février 2009 à Barcelone, par un petit groupe d'activistes du droit au logement. *« Ces quarante dernières années, l'État espagnol a encouragé les gens à accéder au logement via le surendettement, explique Carlos Macias, porte-parole national de la PAH. En 2007, l'Espagne construisait plus que la France et l'Italie réunies. On a vu venir l'explosion de la bulle immobilière et la crise. On s'est dit que beaucoup de gens allaient perdre leur emploi, qu'ils ne pourraient plus payer les hypothèques et que des milliers de familles allaient être expulsées. Mais on ne pouvait pas apporter une solution à un problème aussi massif avec quatre experts dans un bureau qui gèrent les cas un par un. »*

Alors ces militants se sont inspirés de la culture anarchiste et autogestionnaire des mouvements sociaux barcelonais. *« Plutôt que de l'assistanat, on a donc instauré des assemblées où les gens partagent l'information et se forment entre eux », poursuit-il.*

Le procédé *« redonne du pouvoir aux gens. On les aide à surmonter la honte d'être dans cette situation, et on leur donne un savoir technique pour y faire face. Ils prennent conscience que seuls, ils ne peuvent pas y faire face, mais à travers l'action collective, on peut y arriver »*, détaille le porte-parole. Un discours repris par le slogan de la Plateforme : *« Oui, c'est possible. » « On s'entraide avec les amis de la PAH et ça fait du bien »*, confirme Alvaro à Madrid.



Et ça fonctionne, la PAH a fait tache d'huile. Une fois formé au sein d'une assemblée, chaque citoyen peut en créer une nouvelle dans son quartier, et ainsi de suite. Depuis 2009, près de 220 groupes locaux ont essaimé dans tout le pays, ont stoppé 1663 expulsions et relogé 2500 personnes.

Une force de frappe due au fait que « *la PAH a changé l'imaginaire collectif, estime Carles à Madrid. Quand on est face à la banque, on se sent inférieur. Mais aujourd'hui, les banques n'ont plus l'opinion publique pour eux. Elles doivent négocier.* »

Inaction de l'État

La PAH apporte une réponse à une urgence sociale. Désormais, les statistiques des expulsions rythment l'actualité de la même façon que les chiffres du chômage. Plus de 100.000 en 2012, année record, 67.000 en 2013 puis 68.000 en 2014... La majorité de ces expulsions arrivent à des familles qui ne peuvent plus payer leur loyer ou leur

hypothèque. Au plus fort de la crise, on comptait plus de 500 expulsions par jour.

La Constitution espagnole garantit le droit à « *un logement digne et adapté* ». Mais dans les faits, la politique espagnole du logement n'a pas su se renouveler face à la crise. « *Nous faisons ce que devrait faire l'État* », déplore Carlos.

La loi sur les hypothèques est l'une des moins protectrices de l'Union Européenne. D'habitude, la banque récupère la maison ce qui annule la dette. En Espagne, si la valeur du logement est devenue inférieure à celle de la dette, la personne expulsée doit continuer de rembourser.

Le porte-parole résume : « *Si on regarde le paysage du logement en Espagne, c'est le pays qui expulse le plus, c'est le pays qui a le plus de logements vides - plus de 3,5 millions - et c'est le pays de l'Union Européenne avec le moins de logements sociaux - moins de 1 % face à une moyenne de 18 %...* »



Carlos Macias

La PAH tente donc aussi d'agir au niveau politique. Grâce à une initiative législative

populaire, en 2012 une proposition de loi est arrivée jusqu'au Parlement. Elle prévoyait l'effacement de la dette quand la banque récupère le logement, un développement du logement social et un moratoire sur les expulsions. Elle a été repoussée à cause du Parti Populaire, le parti de droite majoritaire à l'Assemblée.

La PAH s'est donc réorientée vers une action locale. Cette fois-ci, l'initiative législative populaire a été déposée au Parlement de Catalogne. Il ne manque que deux voix pour qu'elle soit approuvée. Côté municipal, trois villes catalanes ont déjà pris des mesures pour récupérer des logements vides appartenant aux banques : elles sont pénalisées d'une amende si elles ne les louent pas, une façon de créer des logements à tarifs sociaux.

Barcelone pourrait aussi suivre le mouvement. Fin mai c'est une ancienne porte-parole de la PAH, Ada Colau, **qui a été élue maire**. Son programme promet notamment un moratoire sur les expulsions. Le jour de son investiture, symboliquement, elle est elle-même intervenue pour en empêcher une.

« C'est la preuve que c'est une question de volonté politique, en déduit Carlos Macias. En cette année d'élections, le contexte est favorable. On espère faire changer les choses en Catalogne et créer un effet domino dans les autres principautés autonomes. »

**LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE SE
MÈNE AUSSI DANS LES ASSEMBLÉES**



Avant de ne plus payer son loyer ou son hypothèque, on commence souvent par arrêter de payer les factures... Tous les mercredis, dans le quartier de la vieille ville de Barcelone, l'assemblée de « *l'alliance contre la précarité énergétique* » rassemble près d'une trentaine de personnes. « *Quand vous sentez que vous n'allez plus pouvoir payer les factures, premièrement, venez à l'assemblée, commence la coordinatrice Tatiana. Deuxièmement, allez aux services sociaux. Troisièmement, regardez votre facture dans le détail.* » Puis les cas se succèdent.

Victoria, 47 ans, ne paye plus son loyer depuis quatre ans, et ses factures depuis un an. « *Avant, la famille m'aidait, mais maintenant elle aussi a des problèmes...* » Malade, elle ne peut plus travailler.



Victoria

Cela fait six mois qu'elle vient aux assemblées. L'alliance lui a déjà évité une coupure d'eau. « *Maintenant, je me sens bien plus forte devant les services sociaux. J'ai bientôt un rendez-vous avec eux, on va parler d'aides pour payer les factures.* »

Anna, elle, vient depuis deux mois. « *Ils m'ont coupé l'électricité en 2012, on s'est rebranchés au réseau avant le compteur... Aujourd'hui, la compagnie d'électricité me demande 5000 euros. J'ai essayé de négocier, ils ont dit que c'était impossible, alors on a fait une action chez eux. Maintenant, je rembourse 20 euros par mois.* »

« *Je vois à nouveau la lumière, aujourd'hui je n'ai plus peur* », conclut-elle.

Lire aussi :

Edgar Morin a volé une chaise de 500 millions d'euros

Source et photos : Marie Astier pour *Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Alternative >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/En-Espagne-les-citoyens-font-plier-les-banques-parce-qu-ils-agissent-ensemble>